

Notre héritage

Partage international n° 43 - Mars 1992

Interview de Dr Krishna Ahoja-Patel par Diana Gold Holland

Fonctionnaire aux Nations Unies, le Docteur Krishna Ahoja-Patel fut pendant 25 ans à l'avant-scène du mouvement international des femmes. Entrée à l'ONU en 1963 à Addis-Abeba, en Ethiopie, elle s'intéressa alors particulièrement aux problèmes du développement économique dans les Etats africains nouvellement indépendants. Depuis 1975, elle s'occupe du lancement de programmes de développement et de formation des femmes. Centrée aussi bien sur les questions féminines que sur les questions de développement, le Dr Patel nous fait part de certaines de ses opinions sur la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement, le *Sommet Mondial*, qui doit se tenir en juin 1992 au Brésil. « Nous devons absolument réaliser, » affirme-t-elle, « que nous disposons d'un héritage commun, et que les entreprises qui gèrent actuellement des ressources telles que le pétrole, le bois ou les minéraux n'en sont pas les propriétaires, malgré l'inquiétante tendance à la privatisation dans le monde entier. »

Le Sommet Mondial représente un pas dans la bonne direction, croit-elle, car une charte planétaire de l'environnement sera ratifiée et des traités seront signés aux plus hauts niveaux. Ces accords interdiront par exemple l'utilisation de produits chimiques et de pesticides dangereux. Mais selon le Dr Patel, ce sommet devra aborder des questions difficiles, comme de déterminer les responsabilités du désastre écologique actuel, les manières de le résoudre, et qui doit payer pour réparer le désastre.

Exprimant l'un des grands sujets de préoccupation concernant cette Conférence, le Dr Patel affirme que bon nombre des traités en question pourraient bien ne jamais être ratifiés, faute d'un consensus entre les pays développés et les pays en voie de développement sur les termes même de ces traités. « Le point crucial, » ajoute-t-elle, « est que le Sud doit prendre en compte les nécessités de son propre développement. Il a besoin d'une certaine marge économique lui permettant de rattraper son retard et ne peut, de ce fait, être soumis à des réglementations

aussi strictes que le Nord. »

Suivant les recommandations de la Commission Brundtland sur l'environnement et le développement, les pays du Tiers Monde ont créé à Genève une commission internationale sous la présidence de Julius Nyerere, l'ancien président de la Tanzanie. Cette commission a préparé un rapport mondial intitulé *Les Défis du Sud 1990*, qui expose clairement la position du Sud sur ces problèmes. En essence, les pays « en voie de développement », ayant été traditionnellement désavantagés sur le plan économique, doivent maintenant se développer. Du fait que plusieurs pays du Nord sont à l'origine d'une part importante des dégradations écologiques, le Sud n'a pas à céder à leurs exigences de réformes écologiques ni à payer pour les erreurs passées du Nord.

D'après le Dr Patel, dans le contexte actuel du déclin de l'idéologie communiste, il est indispensable de se livrer à l'analyse des flux de capitaux et de l'impact sur le monde de la « main invisible » du capitalisme. « Les forces du marché ne peuvent d'elles-mêmes résoudre les problèmes d'aujourd'hui, » affirme-t-elle, « et on ne peut pas s'attendre à ce qu'elles le fassent. »

En sa position de fonctionnaire international depuis plus d'un quart de siècle, le Dr Patel se déclare pleine d'espoir pour l'avenir. Cet optimisme se fonde sur l'avènement de mouvements populaires à travers le monde, y compris les mouvements pour les droits de la femme et pour la protection de l'environnement. De nombreux groupes représentant ces mouvements se sont efforcés de préparer des propositions qu'ils espèrent voir soumises aux leaders mondiaux lors du sommet brésilien.

Le Dr Patel a assisté à l'une de ces conférences préparatoires, le Congrès mondial des Femmes pour une Planète saine, qui attira plus de 1 000 participants à Miami en novembre 1991. Ce congrès mit au point des recommandations pour un Agenda d'Action Féminine destiné à compléter l'Agenda d'Action 21 que des responsables comptent exposer lors du Sommet Mondial, comme projet destiné à faire entrer l'humanité dans le 21^e siècle. Ces recommandations vont au-delà de celles du rapport de la Commission Brundtland qui ne mentionnait pas spécifiquement les femmes ni leur contribution à l'environnement. Voici quelques-unes des

conclusions de l'Agenda d'Action Féminine :

- Les forces du marché n'apportent pas de solution au problème.
- La dégradation écologique est planétaire.
- La diversité biologique doit être maintenue en dépit des tentatives du marché de monopoliser les semences, afin d'éviter l'extinction d'espèces végétales.
- Les technologies de reproduction réduisant la matrice au statut de marchandise ne doivent pas être permises.

« Les femmes, » conclut le Dr. Patel, « renversent les barrières en s'unissant au-delà des partis et des tendances politiques. Elles retrouvent leur voix et émergent sur la scène mondiale en un réseau d'un genre inédit, basé sur l'égalité et l'inclusivité. »

Auteur : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()